

Connecter le Maroc, capter les Marocains

Écologie numérique, platformisation et conditions du vivre-ensemble à l'ère de Facebook

Imane RAFIQ, Brahim HAMDAROU

Faculté des Sciences Humaines et Sociales, Université Ibn Tofail – Kénitra

Résumé

L'essor de Facebook au Maroc est trop souvent décrit comme une simple diffusion technique ou comme l'effet mécanique de préférences individuelles. Cet article propose une lecture alternative : la place dominante de la plateforme y résulte de l'articulation entre une révolution numérique globale portée par l'économie des plateformes et le capitalisme de surveillance, des trajectoires nationales de modernisation pilotées par les politiques publiques, et des processus d'appropriation sociale qui ancrent les usages dans des répertoires culturels et linguistiques spécifiques. En mobilisant les données statistiques disponibles (ANRT, DataReportal, CNUCED, UIT) et un cadre théorique issu des études sur les plateformes, l'article caractérise l'écologie numérique marocaine — marchés, infrastructures, cadre juridique — puis les profils et comportements des usagers, avant d'analyser Facebook comme espace public numérique. Il montre que cet espace est foncièrement ambivalent : ouvert à de nouvelles prises de parole, il demeure soumis à des logiques de platformisation, de dépendance infrastructurelle et de fractures persistantes (territoriales, générationnelles, de genre et de capital numérique) qui redéfinissent en profondeur les conditions du vivre-ensemble.

Mots-clés : Maroc ; Facebook ; écologie numérique ; économie des plateformes ; capitalisme de surveillance ; espace public numérique ; fracture numérique ; souveraineté numérique.

Abstract

The rise of Facebook in Morocco is too often described as a mere technical diffusion or as the mechanical effect of individual preferences. This article offers an alternative reading: the platform's dominance results from the articulation of a global digital revolution driven by the platform economy and surveillance capitalism, national modernization trajectories steered by public policy, and processes of social appropriation that embed uses within specific cultural and linguistic repertoires. Drawing on available statistics (ANRT, DataReportal, UNCTAD, ITU) and on platform-studies theory, the article characterizes Morocco's digital ecology — markets, infrastructures, legal framework — and users' profiles and behaviours, before analysing Facebook as a digital public sphere. It argues that this sphere is fundamentally ambivalent: open to new forms of voice, it remains subject to platformization, infrastructural dependency and persistent divides that profoundly reshape the conditions of living together.

Keywords: Morocco; Facebook; digital ecology; platform economy; surveillance capitalism; digital public sphere; digital divide; digital sovereignty.

1. Introduction

Analyser le vivre-ensemble dans les environnements numériques suppose, en amont de toute enquête empirique, une compréhension précise des conditions matérielles, institutionnelles et sociales qui structurent les usages. Avant d'examiner les pratiques ordinaires qui se déploient sur Facebook, il importe donc de décrire l'écologie numérique marocaine et d'y situer la place singulière de cette plateforme. Une telle démarche s'inscrit dans le sillage de l'anthropologie numérique, qui invite à étudier les plateformes non comme de simples outils mais comme des milieux habités et culturellement appropriés¹, et des travaux qui pensent la « société de plateforme » comme un agencement inédit de valeurs publiques et privées². L'enjeu n'est pas seulement descriptif : il s'agit de comprendre comment la diffusion des technologies de l'information et de la communication, la montée en puissance des plateformes et la généralisation des réseaux sociaux configurent le contexte dans lequel se reconfigurent les sociabilités, les appartenances et les modalités de participation citoyenne.

La thèse défendue ici est que l'essor de Facebook au Maroc ne résulte ni d'une dynamique purement technique ni d'une simple évolution des préférences individuelles, mais de l'articulation de trois ordres de phénomènes : une révolution numérique globale, structurée par une économie des plateformes et un capitalisme de surveillance qui en orientent le design et les finalités ; des trajectoires nationales de modernisation, portées par des politiques publiques successives ; et des processus d'appropriation sociale qui inscrivent les usages dans des répertoires culturels et linguistiques propres. De cette articulation naît un espace public numérique profondément ambivalent, à la fois ouvert à de nouvelles prises de parole et soumis à des logiques de plateformes et de contrôle.

L'article s'appuie sur les principales sources statistiques disponibles — enquêtes de l'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications (ANRT), rapports DataReportal, données de la CNUCED et de l'Union internationale des télécommunications (UIT) — et sur un cadre théorique issu des études critiques des plateformes. Il est organisé en cinq temps : la révolution numérique mondiale et l'économie des plateformes ; la trajectoire marocaine ; l'écologie numérique nationale ; les profils, comportements et pratiques linguistiques des usagers ; enfin, Facebook comme espace public numérique et ses ambivalences.

2. Révolution numérique mondiale et économie des plateformes

L'avènement des technologies de l'information et de la communication est couramment analysé comme une troisième révolution industrielle. Il ne correspond pas à l'ajout d'un dispositif technique supplémentaire, mais à une reconfiguration profonde des modes de production, de circulation et de consommation de l'information. À la différence des vagues antérieures de mécanisation et d'électrification, cette révolution s'est déployée en étroite articulation avec une transformation culturelle liée à la généralisation d'Internet : la baisse des coûts d'accès, la diffusion des infrastructures et l'augmentation exponentielle des contenus disponibles ont rendu possible une intensification sans précédent des flux, qui reconfigure les médiations, les temporalités et les hiérarchies de l'espace public.

Les ordres de grandeur en attestent. Selon la CNUCED, le trafic mondial sur protocole Internet est passé d'environ 100 gigaoctets par jour en 1992 à plus de 45 000 gigaoctets par seconde en 2017, et devait atteindre quelque 150 700 gigaoctets par seconde en 2022³. Les projections de Cisco convergeaient pour leur part vers une diffusion généralisée de la connectivité : près des deux tiers de la population mondiale connectés

¹ Daniel Miller et al., *How the World Changed Social Media* (Londres : UCL Press, 2016).

² José van Dijck, Thomas Poell et Martijn de Waal, *The Platform Society: Public Values in a Connective World* (Oxford : Oxford University Press, 2018) ; Dominique Cardon, *Culture numérique* (Paris : Presses de Sciences Po, 2019).

³ Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), *Rapport sur l'économie numérique 2019* (Genève : Nations Unies, 2019), 12.

en 2023, environ cinq milliards d'internautes et plus de trois dispositifs connectés par personne⁴. Cette densification de l'écosystème numérique sert de toile de fond aux transformations observables au Maroc.

À l'intérieur de ce mouvement, le développement des plateformes constitue un moteur spécifique. La CNUCED souligne que les grandes plateformes fondent leur modèle sur la collecte, la circulation et l'analyse de volumes massifs de données, et concentrent une part croissante de la capitalisation boursière mondiale⁵. Cette dynamique relève d'un modèle d'accumulation que Srnicek⁶ qualifie de « capitalisme de plateforme », dans lequel la donnée devient l'actif central et l'effet de plateforme un principe d'organisation économique ; la « platformisation » désigne alors la pénétration des infrastructures, des marchés et des logiques des plateformes dans l'ensemble des secteurs, y compris la production culturelle et informationnelle⁷. L'inscription des interactions dans des architectures relationnelles standardisées — abonnement, mention, commentaire, recommandation — produit des graphes de connexions qui rendent les sociabilités numériques visibles, mesurables et monétisables, remettant en cause le monopole de production et de diffusion de l'information historiquement détenu par les institutions médiatiques, académiques ou politiques.

Cette logique trouve sa formulation la plus aboutie dans la notion de « capitalisme de surveillance » avancée par Shoshana Zuboff⁸. Dans ce régime, la captation des données comportementales constitue la matière première, transformée en produits prédictifs destinés aux marchés publicitaires : les plateformes ne sont pas de simples intermédiaires techniques, mais des dispositifs d'extraction, d'analyse et de monétisation de l'expérience humaine. La maximisation du temps d'attention devient un impératif organisationnel qui oriente le design, les paramètres algorithmiques et les politiques de contenu — les fils d'actualité étant ordonnés moins pour la qualité de l'information que pour l'intensité des réactions, avec des effets directs sur la qualité du débat public, la désinformation et la polarisation.

La position dominante des grandes plateformes s'explique aussi par des effets de réseau. Plus une plateforme compte d'utilisateurs, plus elle est utile à chacun (effet direct) et attractive pour les annonceurs (effet indirect) ; ces boucles d'autorenforcement produisent des dynamiques de type « winner-take-all » et un verrouillage (lock-in) quasi structurel. En reconfigurant la production et la circulation de l'information, ces acteurs déplacent aussi le pouvoir de communication vers des infrastructures privées, ce que Castells⁹ analyse comme une recomposition des rapports de pouvoir à l'ère des réseaux. Pour un pays comme le Maroc, la dépendance au chemin (path dependency) rend le coût de basculement vers d'éventuelles alternatives prohibitif, dès lors que les réseaux relationnels des usagers sont entièrement constitués sur Facebook — ce que confirment les échecs des tentatives de réseaux sociaux nationaux dans la région MENA, et ce qui pose en retour des enjeux de souveraineté numérique.

3. La trajectoire marocaine : de l'introduction des TIC à la massification mobile

L'évolution des usages numériques au Maroc s'inscrit dans la dynamique mondiale, mais suit des temporalités propres, étroitement articulées aux politiques publiques. On peut la lire en trois séquences : une phase d'introduction limitée des TIC, une phase de massification portée par le mobile et le haut débit, puis une phase de généralisation où les réseaux sociaux structurent une part importante des pratiques ordinaires.

⁴ Cisco, Cisco Annual Internet Report (2018-2023) (San Jose : Cisco Systems, 2020).

⁵ CNUCED, Rapport sur l'économie numérique 2019.

⁶ Nick Srnicek, Platform Capitalism (Cambridge : Polity Press, 2017).

⁷ Anne Helmond, « The Platformization of the Web: Making Web Data Platform Ready », *Social Media + Society* 1, no 2 (2015) : 1-11 ; David B. Nieborg et Thomas Poell, « The Platformization of Cultural Production: Theorizing the Contingent Cultural Commodity », *New Media & Society* 20, no 11 (2018) : 4275-4292.

⁸ Shoshana Zuboff, *L'Âge du capitalisme de surveillance*, trad. Bee Formentelli et Anne-Sylvie Homassel (Paris : Zulma, 2020) ; éd. orig. *The Age of Surveillance Capitalism* (New York : PublicAffairs, 2019).

⁹ Manuel Castells, *Communication Power* (Oxford : Oxford University Press, 2009).

Les premiers déploiements interviennent dans les années 1990, avec l'introduction d'Internet dans certaines administrations, grandes entreprises, universités et centres de recherche ; l'accès reste restreint et localisé. La libéralisation progressive du secteur des télécommunications, amorcée à la fin des années 1990, prépare le basculement vers un environnement dominé par les terminaux mobiles¹⁰. Ces transformations ont été documentées très tôt par les travaux sur les médias numériques marocains, qui soulignaient déjà l'émergence d'Internet comme espace d'expression partiellement distinct du discours officiel¹¹. À partir du milieu des années 2000, la diffusion du numérique s'inscrit dans des stratégies nationales successives — e-Maroc 2010, Maroc Numeric 2013, Maroc Digital 2020 — visant l'extension des infrastructures, la réduction de la fracture numérique et la modernisation des services publics.

Le tournant des années 2010 marque la massification : diffusion rapide des smartphones, déploiement de la 3G puis de la 4G, baisse des coûts d'accès. À la fin de la décennie, le pays comptait de l'ordre de vingt millions d'internautes ; parmi les 15-24 ans, 98,4 % utilisaient les réseaux sociaux, huit sur dix s'y connectant quotidiennement¹². L'enquête TIC 2023-2024 confirme et amplifie la tendance : la proportion d'individus de cinq ans et plus utilisant Internet passe d'environ 57,3 % en 2018 à 88,7 % en 2023, soit près de neuf personnes sur dix¹³. La quasi-totalité des ménages disposent d'au moins un téléphone mobile, et la possession de smartphone dépasse 90 % au niveau national, avec des taux supérieurs à 95 % chez les 15-24 ans.

Trois traits se dégagent : une montée en charge rapide des équipements et des connexions ; la primauté du mobile, principal vecteur d'accès ; et la centralité des réseaux sociaux dans les pratiques ordinaires, pour la sociabilité comme pour l'information, le divertissement et les démarches administratives. La stratégie Digital Morocco 2030 ambitionne de faire du pays un hub numérique africain et de développer une souveraineté numérique nationale, notamment via une identité numérique régaliennne adossée à la Carte Nationale d'Identité Électronique — sans que disparaissent pour autant des défis structurels de qualité de service, de formation aux usages avancés et de réduction des fractures.

4. L'écologie numérique marocaine : marchés, infrastructures et cadre juridique

L'écologie numérique marocaine résulte de l'articulation entre le développement des marchés et des équipements, la consolidation des infrastructures et la mise en place de politiques publiques dédiées. Le secteur s'est transformé d'un modèle de monopole public vers une logique de libéralisation et de concurrence¹⁴. Cette évolution se reflète dans les indicateurs internationaux : dans l'ICT Development Index 2025 de l'UIT, le Maroc obtient un score de 88,2, contre 86,8 en 2024 et 85,1 en 2023, ce qui le place parmi les pays africains les mieux dotés en matière de connectivité¹⁵.

Le marché est aujourd'hui structuré autour de trois opérateurs — Maroc Telecom, Inwi et Orange Maroc — sous la régulation de l'ANRT, qui définit les règles de concurrence, contrôle l'accès aux infrastructures et surveille la qualité des services. Si la concurrence a contribué à réduire les prix et à élargir la couverture, les inégalités de qualité entre zones urbaines et rurales persistent, et le déploiement de la 5G constitue un prochain jalon. Ces progrès de disponibilité sont toutefois relativisés par des indicateurs de performance :

¹⁰ Jean-Philippe Bras, « Internet au Maroc et en Tunisie : entre réglementation et régulation », dans *Le Maghreb dans l'économie numérique*, dir. Mihoub Mezouaghi (Tunis : Institut de recherche sur le Maghreb contemporain, 2007) ; Mihoub Mezouaghi, dir., *Le Maghreb dans l'économie numérique* (Tunis : IRMC, 2007).

¹¹ Bouziane Zaid et Mohammed Ibahrine, *Mapping Digital Media: Morocco* (New York : Open Society Foundations, 2011).

¹² Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications (ANRT), *Enquête de collecte des indicateurs TIC auprès des ménages et des individus 2018* (Rabat : ANRT, 2019).

¹³ ANRT, *Enquête de collecte des indicateurs TIC auprès des ménages et des individus : principaux résultats 2023-2024* (Rabat : ANRT, 2024).

¹⁴ Mezouaghi, *Le Maghreb dans l'économie numérique*.

¹⁵ Union internationale des télécommunications (UIT), *ICT Development Index 2025* (Genève : UIT, 2025).

le Network Readiness Index 2019 classait le Maroc au 87^e rang mondial, signalant un décalage entre la couverture et l'équipement, d'une part, la rapidité, la fiabilité et l'innovation des services, d'autre part¹⁶.

Sur le plan des infrastructures, depuis l'introduction de l'ADSL en 1999, l'accès fixe des ménages a enregistré un taux de croissance annuel moyen supérieur à 14 % entre 2000 et 2018, pour atteindre environ 1,4 million d'abonnés fin 2019, tandis que le parc d'Internet mobile dépassait alors 23 millions d'abonnements — confirmant la domination du mobile¹⁷. L'équipement en smartphones a progressé à un rythme soutenu (environ 26 % par an entre 2011 et 2018), avec de fortes disparités territoriales (91 % en milieu urbain contre 71 % en milieu rural en 2018), que les données récentes montrent en voie de résorption graduelle¹⁸.

Le cadre juridique s'est progressivement enrichi. La loi n° 09-08 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel institue la Commission nationale de contrôle de la protection des données à caractère personnel (CNDP) et consacre des droits proches du droit européen antérieur au RGPD¹⁹ ; elle est complétée par des dispositions sur les transactions électroniques, la cybercriminalité et la protection des mineurs. La dépendance des médias marocains à l'égard des grandes plateformes prolonge par ailleurs, sur le terrain infrastructurel, des logiques de « capture » : la distribution algorithmique conditionne désormais la production, la circulation et la monétisation de l'information, fragilisant les modèles économiques du journalisme²⁰. Surtout, la quasi-totalité des contenus échangés sur Facebook transitent par des infrastructures contrôlées par Meta, entreprise privée étrangère dont les règles et paramètres algorithmiques sont décidés à distance : cette dépendance infrastructurelle soulève des questions cruciales de souveraineté numérique, de protection des données et de régulation du débat public, que la stratégie Digital Morocco 2030 ne traite que partiellement.

5. Profils, comportements et pluralité linguistique des usagers

La base d'utilisateurs marocains se distingue par sa jeunesse, sa mobilité et sa diversité linguistique. L'usage des réseaux sociaux est quasi généralisé parmi les internautes — plus de 99 % déclarent les fréquenter — et concerne environ neuf Marocains sur dix de cinq ans et plus²¹. Les données DataReportal précisent le cas de Facebook : la plateforme revendiquait 21,3 millions d'utilisateurs au Maroc en 2025, progressant à 22,8 millions en fin d'année, et représentait 59,63 % des parts d'usage des réseaux sociaux en février 2026²².

La population d'utilisateurs est jeune — la tranche 18-34 ans en constitue la majorité —, avec une surreprésentation masculine que les données publicitaires de Meta montrent en réduction, notamment en milieu urbain. Si Facebook reste dominant, TikTok a connu une progression très rapide parmi les moins de 25 ans, et Instagram occupe une place significative dans les usages liés à la mode, au voyage et à l'entrepreneuriat. La fréquence de connexion est élevée : plus de neuf internautes sur dix se connectent quotidiennement, un tiers des usagers des réseaux sociaux y consacrant entre une et deux heures par jour et un internaute sur dix plus de quatre heures²³. Cette intensité s'explique par la généralisation du smartphone comme principal outil d'accès.

¹⁶ Portulans Institute, The Network Readiness Index 2019 (Washington, DC : Portulans Institute, 2019).

¹⁷ ANRT, Enquête de collecte des indicateurs TIC auprès des ménages et des individus, 2018.

¹⁸ ANRT, Enquête... 2023-2024.

¹⁹ Royaume du Maroc, Loi n° 09-08 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, Bulletin officiel (2009).

²⁰ Bouziane Zaid, Mohammed Ibahrine et Jana Fedtke, « The Impact of the Platformization of Arab Digital News Websites on Quality Journalism », *Global Media and Communication* 18, no 2 (2022) : 243-260.

²¹ ANRT, Enquête... 2023-2024.

²² DataReportal (We Are Social et Meltwater), Digital 2025: Morocco (2025), <https://datareportal.com> ; Digital 2026: Morocco (2026).

²³ ANRT, Enquête... 2023-2024.

L'une des spécificités les plus saillantes tient à la pluralité des pratiques linguistiques. La darija (arabe marocain) domine les échanges ordinaires, transcrite tantôt en caractères latins (« arabizi »), tantôt en caractères arabes ; l'arabe standard prévaut dans les contextes formels, politiques et religieux ; le français occupe une place importante dans les milieux éduqués et les débats techniques ou académiques ; l'amazigh, enfin, connaît un usage croissant porté par des dynamiques de valorisation culturelle, liées à la constitutionnalisation de la langue en 2011. Ces écritures — en particulier la transcription latinisée de la darija, l'« arabizi » — ont fait l'objet d'analyses linguistiques qui y voient une créativité scripturale propre aux environnements numériques maghrébins, et non un simple appauvrissement de la langue²⁴. Alternances codiques, métissages et hybridations constituent des marqueurs identitaires et des stratégies de positionnement social propres à chaque contexte communicationnel. Cette pluralité — qui échappe aux analyses focalisées sur une seule langue — est un trait distinctif du répertoire marocain²⁵ de Facebook, mais reflète aussi des inégalités d'accès aux publics et aux ressources informationnelles, qui s'ajoutent aux autres dimensions de la fracture numérique (territoriale, générationnelle, de genre et de capital culturel numérique).

6. Facebook comme espace public numérique : ouverture, dépendance et fractures

Le pouvoir de marché de Facebook en a fait un acteur névralgique de la filière de l'information en ligne et l'arène centrale de l'espace public numérique. En s'inscrivant dans la filiation de la théorie de l'espace public²⁶, l'analyse doit toutefois intégrer le fait que ce sont désormais des acteurs privés — véritables « gardiens » de la visibilité — qui, par leurs décisions de modération et de classement, fixent les conditions de la parole publique²⁷. Au Maroc, la plateforme fonctionne comme un agrégateur d'actualités où se mêlent informations journalistiques, rumeurs, commentaires d'influenceurs et contenus de divertissement. L'analyse des pages les plus suivies montre un écosystème informationnel dominé par trois types d'acteurs : médias institutionnels (environ 50 %), influenceurs et artistes (environ 40 %) et communautés en ligne (environ 10 %), répartition qui reflète l'intérêt des usagers pour l'actualité, la musique et l'humour. Les médias classiques, devenus dépendants de l'audience générée par la plateforme, perdent le contrôle de leur diffusion et la maîtrise de leurs métriques, tandis que des acteurs non institutionnels concurrencent les canaux traditionnels.

Cet espace public est foncièrement ambivalent. D'un côté, il ouvre l'accès à la production et à la diffusion de contenus à des acteurs jusque-là tenus à l'écart, et autorise de nouvelles formes de visibilité, d'interpellation et de mobilisation. De l'autre, il demeure structuré par des logiques de plateformisation : personnalisation algorithmique des fils d'actualité, primauté de l'engagement sur la qualité informationnelle, circulation rapide d'images et de slogans qui rend plus difficile la distinction entre information vérifiée et contenu non vérifié. L'ouverture s'accompagne ainsi de risques accrus de désinformation et de polarisation, inhérents au modèle économique décrit plus haut. Le cas marocain illustre précisément cette ambivalence : Internet y a constitué, tout à la fois, une force de changement et un instrument de contrôle²⁸, dans un contexte où les réformes des médias relèvent d'un « autoritarisme compétitif » combinant ouverture affichée et contraintes persistantes²⁹.

²⁴ Dominique Caubet, « Pratiques linguistiques et écritures numériques au Maghreb », *Langage et société* 149, no 3 (2014) : 9-24.

²⁵ Bennis Said, « Représentations et pratiques digitales des Marocains : entre inclusion et exclusion ».

Hypothèses, Réseau URIM. <https://urim.hypotheses.org/711> (2024)

²⁶ Jürgen Habermas, *L'espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, trad. Marc B. de Launay (Paris : Payot, 1978 ; éd. orig. 1962).

²⁷ Tarleton Gillespie, *Custodians of the Internet: Platforms, Content Moderation, and the Hidden Decisions That Shape Social Media* (New Haven : Yale University Press, 2018).

²⁸ Bouziane Zaid, « Internet and Democracy in Morocco: A Force for Change and an Instrument for Repression », *Global Media and Communication* 12, no 1 (2016) : 49-66.

²⁹ Bouziane Zaid et Mohammed Ibahrine, « Morocco: Competitive Authoritarianism in Media Reforms », dans *Arab Media Systems*, dir. Carola Richter et Claudia Kozman (Cambridge : Open Book Publishers, 2021), 303-322.

À cette ambivalence s'ajoute une double contrainte structurelle. D'une part, la dépendance infrastructurelle à l'égard de Meta soustrait au contrôle démocratique national la définition des règles qui encadrent le débat public. D'autre part, les fractures numériques — territoriales, générationnelles, de genre et de capital numérique — font que la généralisation des connexions n'équivaut pas à l'universalisation des usages : certains groupes demeurent structurellement moins visibles et moins audibles dans l'espace public numérique.

7. Conclusion

L'écologie numérique marocaine offre un terrain privilégié pour observer la manière dont le global et le local se composent. L'essor de Facebook n'y est intelligible qu'à la croisée de trois dynamiques : une révolution numérique mondiale et une économie des plateformes qui en fixent les finalités extractives ; des politiques publiques qui ont porté une connectivité aujourd'hui quasi généralisée ; et des appropriations sociales qui inscrivent les usages dans des répertoires culturels et linguistiques spécifiquement marocains. De cette articulation résulte un espace public numérique ambivalent, à la fois émancipateur et contraint.

Cette ambivalence porte des implications directes pour le vivre-ensemble. Si Facebook élargit les espaces de parole, d'entraide et de mobilisation, il les soumet simultanément à des logiques de captation de l'attention, de dépendance infrastructurelle et de reproduction des inégalités. Penser le vivre-ensemble numérique au Maroc suppose dès lors de tenir ensemble l'analyse des infrastructures, des politiques et des usages — et d'interroger les conditions d'une souveraineté numérique qui ne se réduise pas à l'équipement, mais s'étende à la maîtrise des règles, des données et des compétences.

Références bibliographiques

- Agence Equity. 2020. Classement des pages marocaines les plus suivies sur Facebook. Casablanca : Agence Equity.
- Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications (ANRT). 2019. Enquête de collecte des indicateurs TIC auprès des ménages et des individus 2018. Rabat : ANRT.
- Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications (ANRT). 2024. Enquête de collecte des indicateurs TIC auprès des ménages et des individus : principaux résultats 2023-2024. Rabat : ANRT.
- Bennis, Saïd. 2024. « Représentations et pratiques digitales des Marocains : entre inclusion et exclusion ». Hypothèses, Réseau URIM. <https://urim.hypotheses.org/711>.
- Bras, Jean-Philippe. 2007. « Internet au Maroc et en Tunisie : entre réglementation et régulation ». Dans *Le Maghreb dans l'économie numérique*, dirigé par Mihoub Mezouaghi. Tunis : Institut de recherche sur le Maghreb contemporain.
- Cardon, Dominique. 2019. *Culture numérique*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Castells, Manuel. 2009. *Communication Power*. Oxford : Oxford University Press.
- Caubet, Dominique. 2014. « Pratiques linguistiques et écritures numériques au Maghreb ». *Langage et société* 149, no 3 : 9-24.
- Cisco. 2020. *Cisco Annual Internet Report (2018-2023)*. San Jose : Cisco Systems.
- Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). 2019. *Rapport sur l'économie numérique 2019*. Genève : Nations Unies.
- DataReportal (We Are Social et Meltwater). 2025. *Digital 2025: Morocco*. <https://datareportal.com>.
- DataReportal (We Are Social et Meltwater). 2026. *Digital 2026: Morocco*. <https://datareportal.com>.
- Gillespie, Tarleton. 2018. *Custodians of the Internet: Platforms, Content Moderation, and the Hidden Decisions That Shape Social Media*. New Haven : Yale University Press.
- Habermas, Jürgen. 1978. *L'espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*. Traduit par Marc B. de Launay. Paris : Payot [éd. orig. 1962].
- Helmond, Anne. 2015. « The Platformization of the Web: Making Web Data Platform Ready ». *Social Media + Society* 1, no 2 : 1-11.
- Mezouaghi, Mihoub, dir. 2007. *Le Maghreb dans l'économie numérique*. Tunis : Institut de recherche sur le Maghreb contemporain.
- Miller, Daniel, Elisabetta Costa, Nell Haynes, Tom McDonald, Razvan Nicolescu, Jolynna Sinanan, Juliano Spyer, Shriram Venkatraman et Xinyuan Wang. 2016. *How the World Changed Social Media*. Londres : UCL Press.
- Nieborg, David B., et Thomas Poell. 2018. « The Platformization of Cultural Production: Theorizing the Contingent Cultural Commodity ». *New Media & Society* 20, no 11 : 4275-4292.
- Portulans Institute. 2019. *The Network Readiness Index 2019*. Washington, DC : Portulans Institute.
- Royaume du Maroc. 2009. Loi n° 09-08 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel. *Bulletin officiel*.
- Srnicek, Nick. 2017. *Platform Capitalism*. Cambridge : Polity Press.
- Union internationale des télécommunications (UIT). 2025. *ICT Development Index 2025*. Genève : UIT.
- van Dijck, José, Thomas Poell et Martijn de Waal. 2018. *The Platform Society: Public Values in a Connective World*. Oxford : Oxford University Press.
- Zaid, Bouziane. 2016. « Internet and Democracy in Morocco: A Force for Change and an Instrument for Repression ». *Global Media and Communication* 12, no 1 : 49-66.
- Zaid, Bouziane, et Mohammed Ibahrine. 2011. *Mapping Digital Media: Morocco*. New York : Open Society Foundations.

- Zaid, Bouziane, et Mohammed Ibahrine. 2021. « Morocco: Competitive Authoritarianism in Media Reforms ». Dans *Arab Media Systems*, dirigé par Carola Richter et Claudia Kozman, 303-322. Cambridge : Open Book Publishers.
- Zaid, Bouziane, Mohammed Ibahrine et Jana Fedtke. 2022. « The Impact of the Platformization of Arab Digital News Websites on Quality Journalism ». *Global Media and Communication* 18, no 2 : 243-260.
- Zuboff, Shoshana. 2020. *L'Âge du capitalisme de surveillance*. Traduit par Bee Formentelli et Anne-Sylvie Homassel. Paris : Zulma [éd. orig. *The Age of Surveillance Capitalism*, New York : PublicAffairs, 2019].